

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	61	14

N° de la séance : 10

Objet de la délibération : Connaissance du territoire - Poursuite de l'ouverture du système d'information géographique (SIG) communautaire - Mise en place de flux de données géographiques sur Internet basés sur les protocoles de communication standards

 Original
■ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2017.023

Date de la convocation :

Le 21/03/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **05 AVR. 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **06 AVR. 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 27 mars 2017

L'an deux mil dix-sept et le 27 mars à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de mars, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, André-Luc SEITHER, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Guilaine DEBRAS à Claudine MAURY, Michèle MURATORE à Martine BONNEAU, Michel MAZUET à Michelle SALUCKI, Simone TORRES-FORET DODELIN à Serge AMAR, Béatrice VIGNOLO à Marc DAUNIS, Nathalie DEPETRIS à Françoise THOMEL

ABSENTS :

Richard THIERY, Claude BERENGER, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Christophe ETORE, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur MION,

Par ce rapport, il vous est soumis pour approbation, une première mise en place de *flux (ou services) de données géographiques* sur le site internet de la CASA.

Ces données permettront ainsi aux services de la CASA et de ses communes membres, à leurs partenaires, mais aussi à des tiers du secteur public, à l'instar des services de l'Etat, ou du secteur privé, comme par exemple des sociétés de services, d'accéder depuis leurs propres sites internet, leurs propres applications mobiles, leurs propres systèmes d'information géographique (SIG), à des informations géographiques (SIG) relatives :

- au schéma de cohérence territoriale de la CASA,
- aux *orthophotographies* haute précision de la CASA,
- aux données géographiques devant être diffusées sur internet par la collectivité en application du code de l'environnement (cartographie du bruit par exemple).

Compte tenu des standards techniques qui seront retenus par la CASA et décrits plus loin, les utilisateurs de ces premiers *flux(ou services) de données géographiques* mis à disposition sur internet, ne seront pas en mesure de dénaturer les sources précisant l'origine des informations, ni les sémiologies utilisées ou les interactions mises à disposition par la CASA (zoom, impression, déplacement, accès aux données attributaires...), ni même, dans certains cas, utiliser des échelles de représentation inappropriées.

La démarche proposée s'inscrit pleinement dans le cadre de la compétence statutaire « *aménagement de l'espace communautaire* » et de la compétence optionnelle « *protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie* » de la CASA.

Elle permet de préfigurer d'autres mises en place de flux (ou services) de données géographiques sur Internet que la CASA pourrait ultérieurement proposer, dans le cadre de ses autres compétences statutaires, optionnelles ou facultatives.

Elle contribuera à mettre en œuvre la réglementation spécifique relative l'information géographique produite par le secteur public (directive INSPIRE - 2007/2/CE) et plus généralement, relative à la réutilisation de l'information de ce même secteur (directive PSI - 2013/37/UE).

Elle permettra de poursuivre l'ouverture du SIG communautaire engagée par délibération n°CC.2015.144 du 21 décembre 2015, en élargissant considérablement le cercle de ses utilisateurs potentiels.

Elle permettra enfin de compléter l'offre de services cartographiques déjà proposée par la CASA à ses communes membres et à leurs principaux partenaires dans le cadre du SIG Extranet CASA.

Afin de respecter les règles de mise en œuvre de la directive INSPIRE et les obligations d'interopérabilité qui s'imposent aux SIG du secteur public, les flux (ou services) de données géographiques qui seront mis à disposition par la CASA sur Internet, reposeront sur l'utilisation de standards techniques internationaux, reconnus par l'ensemble des acteurs publics et privés de monde de la géomatique. A ce jour, les standards ouverts et gratuits développés et promus par l'*Open Geospatial Consortium Inc (Ogc Inc.)* répondent pleinement à cette définition. En France, ils sont largement utilisés par les acteurs du secteur public, parmi lesquels les services de l'Etat. Ces derniers les utilisent pour faciliter l'accès aux données géographiques qu'ils produisent (informations relatives aux parcellaires cadastraux, aux zones concernées par des risques naturels comme les inondations, séismes, mouvements de terrain, argiles, avalanches, etc...) et sont utilisés régulièrement par les services de la CASA.

Pour cette première mise en place de *flux (ou services) de données géographiques* sur internet, il n'y aura pas de dépenses à prévoir, autres que celles habituellement prévues pour le fonctionnement de services techniques en charge du SIG communautaire. Les développements seront réalisés par la CASA, en régie, dans un environnement *Open source* et gratuit, de la même manière qu'ils sont réalisés actuellement pour le *SIG Extranet de la CASA*.

Cette absence initiale de coût ne permet pas de préjuger des éventuelles dépenses qui, ultérieurement, pourraient être décidées par la CASA pour mettre en place, ou simplement optimiser, *des flux (ou services) de données géographiques* à forts enjeux, en termes, par exemple, d'information des administrés ou de développement du tissu économique.

La démarche proposée est progressive. Il s'agit de bien prendre en compte, d'une part la bonne information au fur et à mesure de l'avancement des travaux, et d'autre part de toutes les contraintes liées à la sécurité des systèmes d'information. La mise en service des premiers *flux (ou service) de données géographiques* de la CASA sur internet se fera normalement à la fin du premier semestre 2017.

Un comité technique sera constitué - composé d'élus de la CASA, des représentants de la direction générale des services et les directions concernées - afin notamment :

- de construire les conditions techniques permettant de garantir le fonctionnement pérenne et sécurisé des *flux (ou services) de données géographiques* que la CASA mettra à disposition sur internet,
- de définir les modalités pratiques de mise à disposition des *flux (ou services) de données géographiques* via le site internet de la CASA,
- de dégager des propositions de communication auprès des publics potentiellement intéressés par ces *flux (ou services) de données géographiques* mis à disposition par la CASA sur internet.

Les travaux de ce comité seront présentés en Bureau communautaire qui actera les flux ou services de données géographiques à mettre en ligne par la CASA.

Vu la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE),

Vu la directive 2013/37/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 modifiant la directive 2003/98/CE concernant la réutilisation des informations du secteur public,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de l'urbanisme,

Considérant que la première mise en service de flux de données décrite dans ce rapport s'inscrit pleinement dans le cadre des compétences de la CASA « *aménagement de l'espace communautaire* » et « *protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie* »,

Considérant qu'elle concoure en particulier à développer les coopérations entre les services de la CASA et de ses communes membres,

Considérant qu'elle concoure également, de manière générale, à améliorer l'échange, le partage et la réutilisation de l'information géographique produite par le secteur public,

Considérant l'importance des enjeux que des mises en place de *flux (ou services) de données géographiques* mis à disposition par la CASA sur internet pourraient revêtir, en termes notamment d'information des administrés et de développement du tissu économique,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la mise en place progressive, via internet, en fonction des besoins et au rythme de ses décisions, des flux (ou services) de données géographiques interoperables tels qu'ils sont décrits dans ce rapport ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer, tout document ayant pour objectif de définir ou préciser les conditions d'accès, d'utilisation et de fourniture de tous les *flux (ou services) de données géographiques* mis à disposition par la CASA sur internet.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la mise en place progressive, via internet, en fonction des besoins et au rythme de ses décisions, des flux (ou services) de données géographiques interoperables tels qu'ils sont décrits dans ce rapport ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer, tout document ayant pour objectif de définir ou préciser les conditions d'accès, d'utilisation et de fourniture de tous les *flux (ou services) de données géographiques* mis à disposition par la CASA sur internet.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 27 mars 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 27/03/2017
Numéro : CC_2017_023
Nature : DE - Deliberations
Objet : Poursuite de l'ouverture du système d'information géographique (SIG) communautaire - Mise en place de flux de données géographiques sur Internet basés sur les protocoles de communication standards
Matière : 8.4 - Aménagement du territoire

Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 31CEUWA

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 06/04/2017
Identifiant : 006-240600585-20170327-CC_2017_023-DE

Acte reçu

Date : 27/03/2017
Numéro interne : CC_2017_023
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 4
Objet : Poursuite de l'ouverture du syst?me d'information g?ographique (SIG) communautaire - Mise en place de flux de donn?es g?ographiques sur Internet bas?s sur les protocoles de communication standards
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20170327-CC_2017_023-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0